



PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le 28 AOUT 2012

Unité territoriale d'Indre et Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

A l'attention de Monsieur DUOGNON

AUTO CAST (ex APM Bléré-Laval)

Mise en place de servitudes d'utilité publique sur la commune de Bléré

1. HISTORIQUE ADMINISTRATIF

Par arrêté préfectoral d'autorisation n°17 535 du 07 octobre 2004 la société AUTO CAST (ex-APM BLERE LAVAL) a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de pièces moulées en alliage ferreux sur la commune de BLERE, principalement à destination du secteur automobile. L'arrêté préfectoral n°17876 du 12 avril 2006 a complété les prescriptions applicables à l'établissement. Néanmoins, la première fusion de bronze a eu lieu en septembre 1960, à l'époque sous le nom des Fonderies WAELES.

Les installations classées visées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17 535 du 07 octobre 2004 étaient :

Rubriques	Activités	Utilisation	Capacité	Régime
195	Dépôt de ferro-silicium	Alliage utilisé dans l'élaboration des fontes	3 t	D
1180.1	PCB-PCT Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 l de produits	5 transformateurs au pyralène	430 l 295 l 320 l 285 l 493 l Total : 1823 l	D
1220.3	Emploi et stockage d'oxygène. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est > 2 t et < 200 t	⇒ Cuve à O ₂ liquide pour le simulateur thermique ⇒ 4 bouteilles pour la maintenance ⇒ 3 cadres de 95 m ³ pour l'oxy-décrassage des poches	⇒ 1600 kg ⇒ 31 kg ⇒ est remplacé en 2003 par une cuve de 1600 kg Total : 3 200 kg	D
1433.B.b	Emploi de liquides inflammables.	⇒ Alcool isopropylique	⇒ 800 kg	D

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 les Ailes
37210 Parçay-Meslay
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



	La quantité totale équivalente de liquides inflammables susceptible d'être présente dans l'installation est > 1 t et < 10 t.	pour l'enduction des noyaux → Formiate de méthyle pour la fabrication des noyaux BETASET → CERAMOL → Rustilo	→ 75 kg → 500 kg → 200 kg Total : 1 575 kg	
2551.1	Fonderie de métaux et alliages ferreux. La capacité de production est supérieure à 10 t/j.	Fabrication de fontes et aciers de fours électriques	50 tonnes de métal coulé par jour	A
2560.2	Travail mécanique des métaux et alliages. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est > 50 kW et < 500 kW	→ 20 tourets → 5 tronçonneuses + 6 tronçonneuses-guillotines → 3 presses à détourer → 3 machines spécifiques à usiner → 3 rectifieuses	75 kW 82 kW 36 kW 75 kW Total : 268 kW	D
2561	Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages	2 fours de traitement thermique de 150 kW 1 four de traitement thermique de 45 kW 5 postes de trempe H.F (197 kW)	Total : 542 kW	D
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	5 grenailleuses Puissance des moteurs des turbines = 45 kW	45 kW	D
2910.A.2	Installations de combustion. Lorsque l'installation consomme du gaz naturel ou du fuel domestique la puissance thermique maximale est > 2 MW et < 20 MW	Pour chauffage des bâtiments et des eaux sanitaires : 6 générateurs d'air chaud au GN 3072 kW au total 1 chaudière GN 85 kW 1 chaudière GN 110 kW	3,3 MW	D
2920.2.a	Installations de réfrigérations ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa. La puissance absorbée est > 500 kW.	→ Unité de compression comprenant 4 compresseurs à vis : 110 kW + 75 kW + 110 kW + 200 kW (dont 200 kW de secours). → 6 groupes froid de 9 kW ; 16 kW ; 32 kW ; 16 kW ; 8 kW ; 4 kW.	→ 495 kW → 85 kW	A
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est > 10 kW.	Ensemble de 12 chargeurs pour appareils de manutention	Puissance totale = 24 kW	D
2940.1.b	Application d'enduit sur support quelconque. Lorsque l'application est faite par procédé au trempé. La quantité maximale de produits susceptibles d'être présente dans l'installation est > 100 litres et < 1000 litres.	1 machine automatique pour enduction des noyaux par trempage 2 postes de trempe manuelle des noyaux.	500 litres	D

A : autorisation – D : déclaration

La production journalière maximale de pièces moulées était de 50 tonnes/jour (11 000 tonnes/an de métal coulé pour une production de 3200 tonnes/an de pièces).

■ Description des activités

Les étapes classiques de la fonderie sont : la fusion du métal, la préparation des moules et noyaux et le parachèvement.

Le métal était issu de 2 sources : la ferraille neuve et les fontes neuves.

La fusion du métal se faisait entre des températures de 1550 ° et 1700 ° dans 7 fours électriques à moyenne fréquence de petites capacités (250 à 1 200 kg).

Préparation des moules et noyaux

Tout d'abord, le sable préalablement enrobé chez le fournisseur, était introduit sous pression (6 bars environ) sur des plaques chauffantes pour la fabrication des moules ou dans des boîtes chaudes pour la fabrication des noyaux.

Fusion du métal dans les fours

Le principal procédé utilisé était de type Croning : le sable contenant des résines phénoliques était durci à chaud dans les boîtes (teneur en résine de l'ordre de 4% en poids de sable).

Le métal en fusion était alors versé dans une poche de transit où les ferro-alliages, du magnésium et des métaux en petite quantité étaient rajoutés. Le métal en fusion était coulé entre le moule et le noyau.

2. IMPLANTATION (plan en annexe 1)

La fonderie est localisée à l'intérieur de la ville de BLERE, à quelques centaines de mètres du centre ville et à environ 10 m de la rivière "le Cher".

Le site occupe une superficie de 27 220 m², et les bâtiments sont répartis sur 11 178 m². Ils sont constitués de parpaings, de briques et de bardages métalliques de couleur beige ; les toitures sont constituées d'ardoises ou de tuiles. 5 silos de 30 tonnes permettaient le stockage des sables nécessaires au procédé Croning.

Le site est clôturé et dispose de 3 accès : l'un sur le quai de Bellevue, l'autre sur la rue de l'usine à gaz, le dernier sur la rue des Regains.

Il est situé en zone d'aléa fort et moyen pour le risque inondation et en zone Uci (Zone d'activités industrielles, artisanales ou commerciales) au titre du Plan d'Occupation des Sols.

Des habitations sont situées en limite de propriété au sud-ouest du site.

Le sous-sol est caractérisé par une roche de type perméable fracturée.

3. CESSATION D'ACTIVITE

Par jugement du tribunal de commerce de Nanterre du 28 avril 2009, Maître RIFFIER a été désigné comme mandataire judiciaire de la société AUTO-CAST.

Par courrier du 16 juillet 2009, Maître RIFFIER a informé Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire, de la cessation d'activité définitive du site susvisé, cessation effective depuis le 16 juin 2009.

▪ Visite d'inspection du 04 février 2010

Lors d'une visite d'inspection le 04 février 2010, il a notamment été constaté :

- la présence, au minimum, d'un transformateur contenant de l'UGILEC (composé de la famille des PCB) et localisé dans le bâtiment « réception / expédition » ;
- la présence de sables de fonderie, brûlés et non brûlés dans la plupart des bâtiments mais plus particulièrement dans ceux de « Fusion » et de « Moulage » ;
- la présence de déchets dangereux à éliminer, par exemple : des fluides d'usinage dans le bâtiment « fusion /parachèvement », des huiles entières, des huiles solubles usagées dans le local extérieur antidéflagrant... ;
- le démantèlement, a priori, de toutes les unités de compression et des chaudières ; néanmoins, en l'absence d'électricité, l'inspecteur n'a pu accéder à certains recoins de l'établissement ;
- des traces de dégradations (disparition d'éléments sanitaires, de câbles de cuivre, etc.) ;
- la majorité des différentes alres sont bitumées mais non étanches, des fissures étant observées ;
- les silos de stockage des sables pré-enrobés, à basse teneur en phénol, ont été démantelés mais leur contenu a été déversé à même le sol ;
- la présence, en plusieurs endroits, de tas de sables brûlés ;
- le séparateur à boues permettant la collecte des eaux pluviales polluées sur la partie ouest du site, est un ouvrage en béton dont les parois sont élevées d'un mètre au-dessus du sol. On a relevé la présence d'eau de couleur jaune, l'ouvrage n'ayant pas été vidangé et curé.
- la coupure, a priori et selon l'exploitant de l'alimentation électrique.

Suite à ces constats, considérant que la mise en sécurité du site n'était pas achevée, Monsieur le Préfet a mis en demeure le mandataire judiciaire, par arrêté du 22 mars 2010, de respecter sous 3 mois, les dispositions suivantes :

« En sus de la notification du 16 juillet 2009, l'exploitant indique et met en œuvre les actions visant à assurer la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- *L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et des déchets présents sur le site, notamment celle des transformateurs PCB : l'exploitant adressera à cet effet, à l'inspection des installations classées, les justificatifs de ces opérations ;*
- *Des interdictions ou limitations d'accès au site ;*
- *La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;*
- *La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.*

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-75 et R. 512-76 du Code de l'Environnement ».

▪ Suites données à l'arrêté de mise en demeure du 22 mars 2010

Faisant suite à plusieurs relances de l'administration, notamment le courrier du 27 juin 2011 par lequel Monsieur le Préfet rappelait au mandataire qu'en l'absence de réponse de sa part quant à l'arrêté de mise en demeure précité, il serait pris à son encontre un arrêté de consignation de fonds, par courrier du 08 juillet 2011, Maître BASSE, associé de Maître RIFFIER, a indiqué que :

- Le site est entièrement clôturé, un renforcement ayant été effectué par la société GARNIER au printemps 2011 ;
- L'interdiction d'accéder au site est clairement signalée par l'apposition de panneaux ;
- Il sollicite toutefois l'appui de l'administration pour lutter contre les intrusions ;
- Tous les déchets dangereux subsistant ont été éliminés et le séparateur à boues curé (opérations prises en charge par la société SETMIPRO – bordereaux de suivi de déchets joints au courrier) ;

- Les transformateurs contenant du pyralène ont été éliminés (opération prise en charge par la société SETMIPRO – bordereaux de suivi de déchets joints au courrier) ;
- ERDF a précisé qu'un poste de distribution fait partie intégrante d'« une boucle moyenne tension et qu'à ce titre les cellules interrupteurs du poste ainsi que les câbles les reliant restent sous tension, y compris après une demande de résiliation de contrat. Seul le déraccordement de ce poste de la boucle moyenne tension permet l'isolement électrique du site » ;
- Des devis relatifs à un diagnostic environnemental sont soumis pour décision au Juge Commissaire ;
- La procédure de vente par adjudication avec obligation de prise en charge de la dépollution a été initiée ainsi qu'une expertise quant à la délimitation exacte de la propriété.

Suite à une intervention du Préfet par courrier du 05 septembre 2011, ERDF, dans un courrier du 09 septembre 2011, a fait valoir la mise hors tension du poste de distribution précité.

▪ Précisions de l'inspection des installations classées quant à l'état des sols et des eaux

Bien que l'inspection des installations classées ne dispose pas d'un diagnostic de l'état environnemental du site, le dossier de demande d'autorisation de 2003 fait valoir, pour les sables brûlés, qu'« une partie des sables a servi de remblais sur le site même de la fonderie lors de ces phases de développement industriel (volume estimé à 3500 m³) » et pour les sables non brûlés que « ces sables dont la teneur en phénol dépasse 1 mg/kg ont longtemps été incinérés sur le site même de l'usine ».

En réalité la zone de remblais susmentionnée de 3500 m³, est la seule précisément identifiée, mais d'autres sont présentes et plus anciennes, notamment sous les bâtiments. Il est également mentionné que « cette zone de stockage sur site est située sur un sous-sol calcaire sableux dont la perméabilité est relativement importante. Les eaux pluviales tombant sur les terrains non imperméabilisés sont susceptibles de se polluer lors de leur transit dans le sol avec le phénol contenu à l'état de trace dans les sables de fonderie. Au cours de leur migration, elles pourraient polluer le sol et la nappe souterraine ». Des tests de lixiviation sur des échantillons prélevés à 0,5 m et 1 m de profondeur n'ont pas laissé apparaître de pollution résiduelle mais d'autres investigations restent nécessaires, celles-ci restant très sommaires.

En outre, de l'examen des bordereaux de suivi de prise en charge des transformateurs contenant du pyralène, il ressort que 3 d'entre eux ont été vandalisés et la quantité d'huile éliminée est inférieure à celle déclarée dans le dossier de demande d'autorisation de 2003. Il est donc probable que des terres soient localement contaminées par du pyralène.

Pour ce qui est du Cher situé à proximité du site, mentionnons que des eaux étaient rejetées, soit directement, soit après passage dans un décanteur à boues : les eaux de toiture, les eaux de ruissellement sur les aires extérieures de stockage et de manutention, les eaux de refroidissement des fours.

4. DEMANDE DE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

1. Proposition de l'inspection des installations classées

Considérant :

- la présence quasi-généralisée de remblais de sables de fonderie au droit du site, contenant ponctuellement du phénol ;
- la présence probable de terres contaminées localement par du pyralène ;
- l'absence de diagnostic environnemental du site ;
- que l'usage futur du site n'est pas déterminé ;

Il convient donc de :

- ⇒ mettre en place des servitudes d'utilité publique qui conditionneront l'utilisation ultérieure du site à la réalisation du diagnostic précité ;
- ⇒ interdire tout usage des eaux souterraines.

L'article L. 515-9 du Code de l'Environnement stipule que l'institution de servitudes d'utilité publique peut être décidée à l'initiative du préfet. Par ailleurs l'article L. 515-12 dudit Code stipule « *Sur les terrains pollués par l'exploitation d'une installation classée ou constituant l'emprise d'un site de stockage de déchets, lorsque les servitudes envisagées ont pour objet de protéger les intérêts mentionnés au premier alinéa et concernent ces seuls terrains, le représentant de l'Etat dans le département peut, lorsque le petit nombre des propriétaires ou le caractère limité des surfaces intéressées le justifie, procéder à la consultation écrite des propriétaires des terrains par substitution à la procédure d'enquête publique prévue au troisième alinéa de l'article L. 515-9.* ».

L'inspection des installations classées, dans son rapport du 26 août 2011, a proposé l'institution de servitudes d'utilité publique, à l'initiative du Préfet, dans le cadre d'une procédure simplifiée, donc sans enquête publique.

2. Enoncé des servitudes

Sur le site de la société AUTO CAST, sis sur les parcelles identifiées dans le projet de prescriptions en annexe 2 au présent rapport, aucun usage n'est autorisé sans la réalisation préalable d'un diagnostic de l'état des milieux et après accord du Préfet.

Ce diagnostic doit préciser :

- la définition du type d'usage futur des terrains envisagé ;
- une analyse historique du site mettant en évidence les éventuelles activités industrielles passées ainsi que les accidents et incidents survenus sur l'installation,
- des prélèvements et analyses des sols et des eaux souterraines au droit du site afin de définir les éventuelles sources de pollution ;
- un *Plan de Gestion* dont l'objet est de rechercher les possibilités de suppression des sources de pollution susmentionnées, compte tenu des techniques disponibles et de leurs coûts économiques.

Si les caractéristiques du *plan de gestion* ne permettent pas de supprimer toutes possibilités de contact entre les pollutions et les personnes, les risques sanitaires potentiels liés aux expositions résiduelles doivent être évalués et appréciés (analyse résiduelle des risques : ARR).

A cet effet, le *Plan de Gestion* reprend et traite les points suivants :

- Les schémas conceptuels, la description du projet ;
- Les éléments techniques et économiques relatifs à la suppression des sources de pollutions et à la maîtrise de leurs impacts, et cela en cohérence avec les différentes options de gestion de leurs caractéristiques ;
- Les résultats du bilan « coûts avantages » justifiant le plan de gestion proposé ;
- Le cas échéant les expositions résiduelles et les résultats de l'ARR ;
- La synthèse à caractère non technique ;
- La synthèse à caractère technique récapitulant l'ensemble des paramètres et des mesures de gestion, dont la bonne réalisation conditionne l'acceptabilité du projet et qui, par conséquent, doivent être contrôlés lors de la réalisation du chantier ;
- Les propositions visant à faire évoluer, le cas échéant, les restrictions et interdictions d'usage présentées dans le présent arrêté ;
- Les propositions relatives à la mise en œuvre d'une surveillance environnementale.

En revanche, les travaux visant à caractériser la qualité des sols et des eaux souterraines sont autorisés (sondages, implantation de piézomètres, etc.).

L'exploitant ou son représentant sera tenu d'informer les sociétés qui interviennent durant les travaux, des risques liés à la présence de polluants dans les sols et les eaux souterraines. Il prendra toutes dispositions nécessaires visant à éviter la mobilisation des pollutions en dehors des zones objet des servitudes.

Sur ces terrains, les eaux souterraines ne peuvent être pompées en vue d'être utilisées pour tout autre usage que le suivi de la qualité des eaux souterraines. La construction de tout nouveau puits est interdite hormis celle liée à la surveillance de la qualité de la nappe d'eau souterraine.

Les servitudes ainsi que tous les éléments qu'elles comportent ne pourront être levées que par la suite de la suppression des causes les ayant rendues nécessaires où à l'issue d'études particulières permettant de démontrer la compatibilité de l'état du sol avec l'usage envisagé.

3. Consultations

a) Consultation préalable des services préalable

Conformément à l'article R. 515-25 du Code de l'Environnement, le projet d'arrêté visant à instituer les servitudes d'utilité publique et le rapport de l'inspection des installations classées du 26 août 2011 susmentionné, ont été communiqués, pour avis, au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile et à la Direction Départementale des Territoires.

- Direction Départementale des Territoires – courrier du 30 septembre 2011 : avis favorable. La DDT rappelle que le site est classé en zone B3Z du PPRI du Val de Cher, secteur correspondant aux zones urbanisées à usage d'activités ou de services, soumises au débordement direct du Cher, particulièrement vulnérables en cas de crise exceptionnelle. Le changement de destination de constructions existantes en habitations et les constructions nouvelles à usage d'habitation y sont interdits.
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile : pas d'avis dans les délais impartis.

b) Second avis de la DDT et du SIDPC

En application de l'article R. 515-28 du Code de l'Environnement, la DDT et le SIDPC ont émis les avis suivants :

- DDT – courrier du 13 avril 2012 : avis favorable. La DDT souligne que le projet est conforme à l'avis formulé le 30 septembre 2011.
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile : pas d'avis dans les délais impartis.

c) Mémoire en réponse de l'exploitant

Par courrier du 02 février 2012, Maître BASSE a sollicité un délai supplémentaire pour faire valoir ses observations définitives quant au projet visant à instituer les servitudes d'utilité publique. Malgré plusieurs relances de l'administration, cet avis définitif n'a pas été adressé à Monsieur le Préfet.

Néanmoins, dans son courrier du 02 février 2012, le mandataire judiciaire indique que le Code de l'Environnement ne permet pas d'imposer à un ancien exploitant de nouvelles obligations de remise en état, sous couvert d'un arrêté instituant des servitudes d'utilité publique.

Le mandataire étaye son propos en rappelant qu'en 2011, des devis ont été soumis à l'avis du juge commissaire afin de prononcer l'ordonnance visant à permettre la réalisation du diagnostic environnemental du site. Or, cette étude n'a pas été menée.

Il mentionne également l'article L. 515-12 du Code de l'Environnement qui stipule notamment que « ces servitudes peuvent, en outre, comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol ou du sous-sol, la limitation des usages du sol, du sous-sol et des nappes phréatiques, ainsi que la subordination de ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières, et permettre la

mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site ». N'ayant pas de connaissance de l'état des sols et des eaux souterraines, et par conséquent, des usages futurs envisageables, contrairement à ce qu'indique le mandataire judiciaire, le Préfet est fondé de subordonner ces usages à la réalisation d'un Plan de Gestion tel que prévu par le projet d'arrêté (cf. « mise en œuvre de prescriptions particulières » à l'article L. 515-12 précité).

d) Consultation des propriétaires

Par courrier du 16 janvier 2012, le mandataire judiciaire indique que le propriétaire des terrains est la société AUTO CAST. Par conséquent, la consultation de l'exploitant et du propriétaire est confondue.

e) Avis du conseil municipal

En application de l'article R. 515-27 du Code de l'Environnement, le conseil municipal de Bléré a émis un avis favorable au projet d'arrêté visant à instituer les servitudes d'utilité publique, dans sa délibération du 15 février 2012.

5. CONCLUSION

Considérant :

- la présence quasi-généralisée de remblais de sables de fonderie au droit du site, contenant ponctuellement du phénol ;
- la présence probable de terres contaminées localement par du pyralène ;
- l'absence de diagnostic environnemental du site ;
- que l'usage futur du site n'est pas déterminé ;
- l'avis de la Direction Départementale des Territoires ;

les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique qui conditionnent l'utilisation ultérieure du site AUTO CAST à la réalisation d'un diagnostic environnemental et qui interdit tout usage des eaux souterraines, sont en mesure de préserver l'environnement du site.

Le conseil municipal de Bléré a été consulté et a émis un avis favorable quant à l'institution de servitudes d'utilité publique.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées soumet ce projet de prescriptions, auquel elle donne un avis favorable, pour avis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.